

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Maudit-soja-et-deforestation-L-Argentine-est-aussi-indigeneLes-Wichis-en-grand-danger>

Génocide dans la forêt.

Maudit soja et déforestation : L'Argentine est aussi indigèneLes Wichis en grand danger !

- Notre Amérique - Frère Indigène -
Date de mise en ligne : mercredi 28 janvier 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La collectivité Wichi d'Argentine est menacée par la progression d'une monoculture qui rase la forêt. Ils résistent et exigent un cadre légal qui respecte leur territoire et leur culture ancestrale.



**Los wichi,
la única y última cultura
recolectora-cazadora
que pervive en Argentina.**

Le soja les accule, les cloître et les confronte à un danger ancestral comme leur origine : l'extermination. La Communauté wichi, la seule et dernière culture collecteur-chasseur qui survit en Argentine, demande de l'aide devant la progression de la déforestation en vue de la monoculture du soja.

« Le tracé des clôtures nous signifie qu'ils nous enlèvent la vie. Nous voyons que nous restons sans vie, parce que nos ressources alimentaires sont dévastées par les entreprises qui exploitent les forêts », dit Juan Vega, cacique de la Communauté Pozo Nuevo, dans un appel à l'aide que les wichi font à la Communauté nationale et internationale.

Pozo Nuevo est un endroit situé sur la route 86, à 35 kilomètres de la ville de Tartagal, dans le nord de la province de Salta en Argentine. Là, le déboisement pour cultiver le soja clôt la forêt, vitale pour la survie de la culture et de l'habitat des indiens cueilleur-chasseurs. Ces faits menés avec le consentement du gouverneur Juan Manuel Urbey, qui fait partie de la mouvance que conduisent l'ex président Néstor Kirchner et son épouse l'actuel présidente Cristina Fernández de Kirchner.

À quelques kilomètres de Pozo Nuevo, la tragédie se répète. Dans la Communauté wichi de *El Escrito*, soixante familles résistent à l'expulsion de leurs terres pour un déboisement obligatoire. En quatre ans, ils ont disparu 807.000 hectares de forêt et les bulldozers continuent leur progression sur le village. « Ils veulent nous obliger à partir », insistent les wichi de *El Escrito*. Les villages de *El Traslado* et de *Zopota*, vivent le même supplice, ils sont témoins de l'anéantissement de leurs terres.

« Ceci démontre une fois de plus que nous ne sommes pas écoutés et que le gouvernement provincial viole tous les droits constitutionnels et légaux que les papiers [les lois] disent que nous avons mais que jusqu'à aujourd'hui personne ne respecte », affirment des représentants des Communautés du bassin de la rivière Itiyuro dans une note envoyée le 23 novembre à des organismes nationaux et provinciaux.

Presque 40.000 argentins sont wichis. Ils constituent la seconde Communauté indigène la plus importante de la région du Chaco dans Salta [\[1\]](#), dans le nord-est du pays, en accord avec des données du Réseau Agro-forestier Chaco-Argentina (Redaf) organisation civile sans but lucratif qui travaille avec des Communautés indigènes et paysannes dans la défense des ressources naturelles. Leur principal moyen de subsistance est la chasse, la pêche et la cueillette de divers fruits de la forêt.

Dans ce contexte, Gabriel Seguezzo, directeur de la Fondation pour le Développement en Justice et Paix (Fundapaz), dans un entretien avec APM, observe que, s'agissant de Communautés de chasseurs, « de leur relations avec la forêt, les rivières, les animaux, les plantes découle une vision très particulière, dans laquelle la forêt est la vie, parce que, elle est subsistance, source de vie, de nourriture, elle nourrit ma famille, et je me déplace librement. Par conséquent la vie d'un wichi sans la forêt n'est tout simplement pas possible ».

« Nous sommes conscients que l'environnement a énormément, énormément, changé et aujourd'hui ils sont entourés de la civilisation blanche, ce qui les limite énormément dans leur liberté de mouvement », ajoute Seguezzo.

« Mais bien que ceci soit vrai et que les Communautés doivent avoir des processus d'adaptations pour coexister avec les blancs, cette adaptation, il n'est pas possible de la mener jusqu'à l'extrême c'est-à-dire les éliminer la forêt ; leur source de vie et lien avec la nature », signale-t-il.

Pour cette raison, la revendication indigène demande qu'on reconnaisse leurs terres pour protéger la forêt qui leur reste et pour pouvoir exercer le droit de choisir leur mode de vie. Face à un processus de progression de la frontière agricole et au commerce illégal et irrégulier des terres, la seule manière qu'ont les Communautés d'avoir sécurité et tranquillité est que l'État leur reconnaisse le fait d'être titulaire, usufruitier de ses territoires.

Comme leurs ancêtres, ils résistent et combattent. Depuis 2004 ils réclament leurs terres. En 2006, ils ont présenté une action légale devant la Cour Fédérale d'Oran pour la délimitation des secteurs qu'ils occupent traditionnellement. Jusqu'à présent ils n'ont eu aucune réponse. En outre, ils dénoncent que les autorisations de déforestation accordées en 2007 sont irrégulières, parce qu'ils n'y ont pas été associés. Les auditions ont été faites dans des lieux éloignés, sans communiquer et on n'a pas traduit les rapports dans leur langue, pour qu'ils puissent les comprendre.

Le 10 décembre dernier à l'occasion du Jour International des Droits Humains, des organisations indigènes regroupées dans la *Mesa de la Tierra* se sont rendues au siège du gouvernement provincial, pour exiger des actions concrètes pour la garantie de leurs droits. Cette action s'est ajoutée à la décision d'empêcher eux-mêmes les bulldozers et de porter plainte contre le gouverneur Urtubey pour « tentative génocide ».

En novembre, les caciques Juan Vega, Eduardo Rivero, José Rivero, Roque Miranda et Florentino Pérez se sont adressés au commissariat 42 de Tartagal et ont dénoncé le gouverneur Urtubey de génocide, considérant qu'il violait les postulats constitutionnels de la nation et de la Province, et la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui reconnaît la propriété de la terre à ses occupants d'origine.

Dans la présentation, il est affirmé que les territoires situés sur la bande occidentale du bassin de la rivière Itiyuro sont soumis à un programme déforestation massive, par des particuliers, avalisés par le ministère l'environnement et du Développement durable de la province.

« Au moment de cette plainte, plus de huit bulldozers ont déjà taillé une grande partie de la montagne, surtout dans des zones de caroubiers et de chasse d'animaux.

Le fléau des pluies.

La déforestation dans le nord de l'Argentine est une histoire catastrophique. Les organisations environnementalistes et les indigènes eux-mêmes assurent que le déboisement est la principale cause du changement climatique dans la région.

En octobre 2004, l'Université de Salta a attiré l'attention sur l'irrigation des terrains déboisés dans le village de Général Pizarro, dans le département d'Anta. Dans celui-là, les spécialistes avaient affirmé alors que Général Pizarro pourrait être exposé à des inondations graves et recevoir des masses de boue depuis les pentes des montagnes, si finalement on déracinait la forêt indigène qui faisait partie de la réserve naturelle « Lots 32 et 33 », désaffectée et vendue par alors le gouverneur Juan Carlos Romero à trois entreprises privées.

Ce qui n'a pas tardé à arriver pour Anta et d'autres villages. En 2006, Salta a été frappée par des pluies qui ont laissé isolées plusieurs Communautés. « Il n'y a pas eu déboisement dans le haut vallée mais dans la partie moyenne et basse. Là il y a 3166 hectares détruits. C'est-à-dire que la superficie où les arbres ont été détruits dans la vallée est trois fois plus grande que la superficie de la vallée lui-même. Ceci a fait que le cours de la rivière, au lieu d'être encore canalisé, a débordé en inondations », expliquait en avril 2006 Noemí Cruz de la Communauté wichi et membre d'une ONG environnementaliste, quand la rivière Caraparí a débordé sur la route de terre.

Autre facteur qui influence le changement climatique, c'est que seulement 40% du bois des coupes est utilisé. À ce sujet Noemí Cruz, soutient que le reste est brûlé ou abandonné. D'un côté, avec la disparition de l'arbre, l'eau de pluie tombe directement sur le terrain, sans que les racines agissent comme des soutiens et dosent l'eau qui tombe. Et de l'autre côté, brûler le bois libère cinq fois davantage de gaz d'effet serre que les processus industriels. « Ces gaz contribuent à produire le changement climatique, dont un des effets est l'accroissement des pluies », indique Cruz.

L'attente qui annihile les forêts

La déforestation apporte avec elle un autre mal : l'absence de contrôle qui reprend des forces devant la non-existence d'un cadre légal qui les protège. Dans ce contexte, en novembre 2007 a été votée la Loi 26.331 des Budgets Minimaux de Protection Environnementale des Forêts Indigènes, qui établit le moratoire dans les déboisements jusqu'à ce que les provinces effectuent un décret territorial des forêts indigènes, pour planifier de manière participative leur utilisation durable. En outre, elle interdit l'octroi d'autorisations pour déboisement.

Dans son article 42, la Loi donne 90 jours pour sa mise en oeuvre par le Pouvoir Exécutif national. « Une année est passée et le règlement n'a pas été fait. Ceci est une violation claire de la loi. Devant ce manque la déforestation continue en Argentine. Et chaque semaine on déboise plus de cinq mille hectares de forêts indigènes. Et sans règlement il n'y a pas d'amendes à appliquer », explique le député Miguel Bonasso (de la majorité et actuellement éloigné du Gouvernement argentin), auteur de la loi.

Durant cette parenthèse de vote et de réglementation, pendant lequel les déboisements suivent leur cours, « la situation est compliquée à analyser », admet Gabriel Seguezzo. « Ceci est du à l'accélération des présentations et des autorisations, les jours précédents le vote de cette loi, ce qui a généré beaucoup de confusion » ajoute-t-il.

En effet, en 2007, pendant la fin de son mandat comme gouverneur de Salta, l'actuel vice-président du Sénat, Juan Carlos Romero, a autorisé le déboisement de 478 204 hectares de forêts indigènes, chiffre qui s'ajoute aux 300 000 hectares déboisés en 2006, selon des données du secrétariat de la Politique Environnementale de cette province.

L'élément frappant est que l'ex gouverneur Romero a accordé ces autorisations à de grands groupes économiques qui ont été négocié dans le laps de temps entre l'examen par les Députés de la Loi sur les Forêts qui s'est déroulé en novembre 2006, et le vote définitif du Sénat, le 28 novembre 2007.

Seguezzo déclare que, actuellement, trois situations existent. D'abord on considère les déboisements qui en principe sont en règle et pourraient être faits. Deuxièmement, les autorisations douteuses dans leur légitimité, qui par

conséquent ne peuvent pas être considérées comme approuvées. ET finalement, les autorisations directement illégales, qui ont des vices administratifs sérieux.

« Face à ce panorama, et profitant de la confusion générale, dans beaucoup de zones de la province la déforestation continue, profitant du manque total de capacité de contrôle par le Secrétariat l'Environnement et Développement durable et le Secrétariat de la Politique Environnementale de la province. Il convient de rappeler qu'il n'y a pas politique environnementale possible sans capacité de contrôle effective", souligne Seguezzo.

Le 28 novembre 2007 non seulement on a fêté l'anniversaire de la promulgation de la Loi 26.331 et des délais de réglementation, mais ont aussi expiré les limites de temps pour les Décrets Territoriaux. Le Décret Territorial signifie cartographier en zones les différents secteurs de forêts indigènes qui existent dans une province. A Salta des zones avec un niveau élevé de conservation ont été établies.

La Loi indique que le Décret Territorial doit être participatif incluant toutes les personnes, organisations et institutions intéressées. Le cacique wichi Oscar Lorenzo a admis qu'ils ont été convoqués, mais que la réunion a seulement été informative et insuffisante.

En accord avec Lorenzo, à aucun moment on a parlé de la délimitation du territoire, sur « ce qu'il reste pour nous, et on a seulement parlé des secteurs qui peuvent être déboisés ».

« Nous nous rendons compte qu'il n'y a rien pour nous », regrette Lorenzo et il se demande « pour quoi nous font-ils venir si se sont eux qui gèrent et décident tout ? ».

« L'année du moratoire a pris fin et plusieurs les provinces n'ont pris leur décret territorial. Ceci pourrait prêter le flanc à des esprits malins, ceux qui ne manquent jamais d'arguments faisant valoir qu'est fini le temps de l'interdiction et qu'ils peuvent heureusement déboiser à nouveau à tout va", a expliqué Bonasso dans un article publié le 30 novembre dans le journal argentin Critica.

A la Redaf ils croient que la Loi des Forêts constitue une avancée pour la défense de l'environnement et des ressources naturelles après la Loi 13.273 de Défense de la Richesse Forestière, votée en septembre 1948. « Le pouvoir législatif a rempli son rôle, toutefois, c'est le pouvoir exécutif celui qui est en reste après une année, il n'y a pas encore de réglementation -explique t-on à la Redaf- Ceci génère de la confusion dans les interprétations à l'heure du Décret Territorial dans chaque province ».

D'autre part, l'organisation agro-forestière révèle qu'après quelques réunions avec l'ingénieur Carlos Merenson, directeur National du Décret Territorial et Conservation de la Biodiversité du Secrétariat d'Environnement de la nation, le fonctionnaire a admis qu'il y a des obstacles politiques de la part de quelques provinces face à la réglementation.

Sur cette ligne, le titulaire de Fundapaz ajoute que le principal obstacle pour appliquer la loi et empêcher davantage de déboisement, est politique « donné par une conception de développement qui ne prend pas en considération ce mode de vie et très lié avec les affaires, qu'elles soient agricoles, de l'élevage, de l'immobilier ».

Il convient de souligner que quand le projet de Loi des Forêts a obtenu une demi - vote auprès des Députés, le Sénat a introduit une clause dans le but de créer un fonds spécial pour les provinces, d'un milliard de pesos, destiné à accorder des compensations aux producteurs qu'on empêchait d'effectuer de nouveaux déboisements. Toutefois, l'auteur de la loi assure que dans le projet de Loi de Budget pour 2009 il n'y a eu aucun financement destiné à la

mise en oeuvre de la Loi de Forêts.

Pendant ce temps, la Loi attend sa réglementation, la montagne attend un nouveau génocide, mais les indigènes n'attendent pas. Ils résistent, exigent et ils sont mobilisés parce que la montagne est vie, aliment, travail et identité des peuples originaires. Ils combattent contre une matrice idéologique d'un modèle économique qui voit à la forêt comme un tas d'arbres, qu'on peut transformer en un tas d'argent, qu'il est possible d'exterminer un peuple et sa culture. La lutte des wichi est le cri de la montagne pour ne pas disparaître.

Par Victoire Romero

[APM](#). La Plata. Argentine, le 31 décembre 2008.

Traduction de l'espagnol pour El Correo de : Estelle et Carlos Debiasi

Post-scriptum :

Note :

[1] Le Chaco est une des principales régions géographiques d'Amérique du Sud, située dans le Cône Sud, elle s'étend en partie sur les territoires de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil et du Paraguay, entre les rivières Paraguay et Paraná et l'Altiplano andin. *Chaco* est un terme qui provient du [quechua](#) *chaqu* et qui signifie : « territoire de chasse »